

- I^{ère} partie : Études quantitatives -

SOMMAIRE

- 1. Les achats de livres des bibliothèques 2005-2008 :**
une exploitation des données Sofia..... 17
- 2. L'évolution de 49 marchés publics d'achats de livres depuis 1997 :**
une analyse des « générations de marchés » de bibliothèques à travers les
avis publiés au BOAMP et au JOUE.....49

- I^{ère} partie : Études quantitatives -

**1. Les achats de livres des bibliothèques 2005-2008 :
une exploitation des données Sofia ***

SOMMAIRE

1.1. La première exploitation d'une nouvelle source de données.....	19
1.1.a. La base de données de la Sofia.....	19
1.1.b. Procédure d'exploitation des données mise en œuvre pour l'étude.....	22
1.1.c. Deux enseignements des premières exploitations : une couverture du champ large, mais non exhaustive, et une période d'observation « utile » relativement courte.....	24
1.2. Données de cadrage.....	27
1.2.a. Résultats par type de bibliothèques.....	27
1.2.b. Résultats par type de fournisseurs.....	28
1.2.c. Type de fournisseurs selon le type de bibliothèques.....	32
1.2.d. Une indication brute du poids des rabais à 9 % ?.....	38
1.3. Les fournisseurs : indicateurs démographiques et de concentration.....	39
1.3.a. Nombre de fournisseurs.....	39
1.3.b. Indicateurs de permanence/renouvellement (tableau entrées/sorties).....	41
1.3.c. Indicateurs de concentration.....	42
1.4. Indicateurs de proximité entre fournisseurs et acheteurs.....	44
1.4.a. Proximité des zones d'implantation.....	44
1.4.b. Proximité kilométrique.....	46
(Très brève) conclusion et perspectives.....	47

* Rapport établi par Hervé Renard (DGMIC, Service du livre et de la lecture, Observatoire de l'économie du livre), qui a réalisé l'exploitation des données, avec la collaboration de Geoffroy Pelletier et d'Henri Gay pour la construction des nomenclatures et de Sébastien Respingue-Perrin pour le codage du fichier fournisseurs.

L'extraction des données a été réalisée par Jérôme Lévy, François Boussard et Sébastien Barrez (Sofia).

Remerciements à Christian Roblin, directeur général de la Sofia, et à toute son équipe pour avoir permis la réalisation de cette étude.

1.1. La première exploitation d'une nouvelle source de données

La loi du 18 juin 2003 relative à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque dispose notamment :

- que cette rémunération est perçue par une ou plusieurs des sociétés de perception et de répartition agréées par le ministre chargé de la culture ;
- et qu'une partie de cette rémunération provient d'un prélèvement de 6 % sur le prix public des ouvrages achetés à destination des bibliothèques de prêt ¹.

En décidant d'asseoir une partie du droit de prêt sur les achats de livres des bibliothèques de prêt et d'en organiser la collecte auprès des fournisseurs, le législateur a de fait créé une source de données totalement nouvelle et, potentiellement, quasi exhaustive sur les achats de livres de ces bibliothèques.

L'exploitation de cette source nouvelle s'est naturellement imposée au comité de pilotage constitué en avril 2009 pour la mise en œuvre de l'étude sur les marchés publics d'achats de livres comme l'une des pistes à privilégier pour atteindre son objectif : obtenir une photographie aussi complète que possible de l'achat public de livres, de ses modalités et de ses évolutions récentes.

Le comité et la Direction du livre et de la lecture ² se sont donc tournés vers la Sofia (Société française des intérêts des auteurs de l'écrit), société de perception et de répartition de droits administrée à parité par les auteurs et les éditeurs agréée en mars 2005 par le Ministère de la culture et de la communication pour la gestion du droit de prêt, pour lui demander de réaliser, en liaison avec eux, une exploitation spécifique des données de sa base.

1.1.a. La base de données de la Sofia

un champ quasi exhaustif

L'une des missions de la Sofia étant de percevoir auprès des fournisseurs des bibliothèques de prêt 6 % du montant en prix public hors taxes (PPHT) de leurs ventes de livres à ces établissements, elle opère de ce fait sur un champ plus large que celui de toutes les enquêtes existantes sur l'activité des bibliothèques.

¹ Cf. article 1 : « La rémunération prévue par l'article L. 133-1 est perçue par une ou plusieurs des sociétés de perception et de répartition des droits régies par le titre II du livre III et agréées à cet effet par le ministre chargé de la culture. »

« (...) La seconde part [de la rémunération] est assise sur le prix public de vente hors taxes des livres achetés, pour leurs bibliothèques accueillant du public pour le prêt, par les personnes morales mentionnées au troisième alinéa (2°) de l'article 3 de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre ; elle est versée par les fournisseurs qui réalisent ces ventes. Le taux de cette rémunération est de 6 % du prix public de vente. ». La première part de la rémunération provient d'un paiement forfaitaire annuel par l'État assis sur le nombre d'inscrits en bibliothèques.

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MCCX0200037L>

² Devenue Service du livre et de la lecture de la Direction générale des médias et des industries culturelles en janvier 2010 dans le cadre de la réorganisation du Ministère de la culture et de la communication.

Outre le champ des enquêtes nationales sur l'activité des bibliothèques municipales et des bibliothèques départementales de prêt³ et sur celle des bibliothèques de l'enseignement supérieur⁴, son champ d'opération inclut également :

- des bibliothèques de lecture publique et de l'enseignement supérieur et de la recherche non couvertes par les enquêtes nationales (petites bibliothèques municipales, bibliothèques des grandes écoles, etc.) ;
- ainsi que différents réseaux de bibliothèques ne faisant pas à ce jour l'objet d'enquêtes nationales régulières, et notamment :
 - les Centre de documentation et d'information (CDI) des collèges et lycées ;
 - le réseau Culture et Bibliothèques pour tous (CBPT) ;
 - les bibliothèques d'entreprises et de comités d'entreprises (BCE) ;
 - une partie des bibliothèques dites du « tiers-réseau » (hôpitaux, établissements pénitentiaires, bibliothèques associatives, etc.)⁵.

De fait, hormis les bibliothèques n'entrant pas dans le champ des « bibliothèques accueillant du public pour le prêt⁶ » (Bibliothèque nationale de France, Bibliothèque publique d'information) ou certains types de bibliothèques qui, en accord avec le ministère de la Culture, ont bénéficié d'une exemption temporaire d'acquittement du droit de prêt – notamment les Bibliothèques-centres documentaires (BCD) des écoles élémentaires et les bibliothèques du tiers-réseau fonctionnant uniquement sur la base du bénévolat – les données recueillies par la Sofia couvrent l'essentiel du champ des bibliothèques françaises.

Tous les achats de livres de ces bibliothèques sont concernés par le droit de prêt et ont donc vocation à entrer à ce titre dans la base, à l'exception :

- des livres anciens et d'occasion ;
- des ouvrages ayant fait l'objet d'un solde total par leur éditeur ;
- des livres édités ou auto-édités vendus par leurs propres auteurs⁷ ;
- ainsi que des catégories de livres bénéficiant, notamment pour des raisons pratiques de mise en œuvre, d'exemptions temporaires de perception du droit de prêt (musique imprimée et, jusqu'à fin 2006, les livres étrangers).

³ Enquêtes sur l'activité des BM et des BDP, Service du livre et de la lecture du Ministère de la culture et de la communication.

⁴ Enquête statistique générale sur les bibliothèques universitaires (ESGBU), Mission de l'information scientifique et technique et du réseau documentaire du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

⁵ Bibliothèques d'hôpitaux : lorsqu'il s'agit de structures municipales gérées par la BM ou d'antennes des Bibliothèques pour tous.

Établissements pénitentiaires : lorsque le service de la bibliothèque est assuré par un fonctionnaire.

⁶ Cf. la définition du champ indiquée dans le glossaire figurant sur le site de la Sofia : « Les bibliothèques accueillant du public pour le prêt sont assujetties au droit de prêt. Le décret n° 2004-920 du 31 août 2004 en précise les catégories. Il s'agit des bibliothèques de lecture publique des collectivités territoriales, des bibliothèques des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur (universités et grands établissements...), des bibliothèques de comités d'entreprise, enfin, des bibliothèques répondant cumulativement aux critères de la mise à disposition d'un public d'un fonds documentaire, de l'affectation au prêt de la majorité des livres achetés et du caractère régulier et organisé d'une activité de prêt comportant des usagers inscrits à titre individuel ou collectif, tels que bibliothèques associatives, centres de documentation et d'information des lycées et collèges... ».

<http://www.la-sofia.org/sofia/Adherents/glossaire.jsp?cache=offonce&from=ddp>

⁷ Cf. Glossaire Sofia, *ibid*.

une montée en puissance progressive

Le nombre de livres achetés chaque année par les bibliothèques françaises se comptant en millions, le nombre de leurs fournisseurs en milliers et celui des bibliothèques ou de leurs points de livraison en dizaines de milliers, on imagine aisément que le système d'information de la Sofia ne s'est pas mis en place du jour au lendemain, et que les efforts pour l'alimenter ont d'abord porté sur les flux les plus importants, avant de s'élargir progressivement au fur et à mesure de la montée en puissance de la structure.

De la même façon, on imagine que tous les fournisseurs et toutes les bibliothèques n'ont bien sûr pas transmis dans les mêmes délais leurs déclarations de vente ou d'achat et que les campagnes de relance successives ont contribué progressivement à l'élargissement de la base et à l'amélioration de sa couverture du champ ⁸.

D'autre part, le champ lui-même a été élargi au cours de la période :

- prise en compte d'une partie des bibliothèques d'hôpitaux à partir du 1^{er} janvier 2006 ;
- et, élargissement plus conséquent puisqu'il représente un accroissement de plus de 3 % des volumes déclarés, prise en compte, on l'a vu, des achats de livres étrangers à partir du 1^{er} janvier 2007 ⁹.

les données recueillies

À travers un système de double déclaration (déclarations des fournisseurs recoupées avec les déclarations des bibliothèques), la Sofia introduit dans son système informatique les informations de base nécessaires au calcul du montant du droit de prêt à percevoir, c'est à dire, pour chacune des factures émises par les fournisseurs à destination de leurs clients bibliothèques :

- les données d'identification du fournisseur et de la bibliothèque cliente ;
- la date et le numéro de facture ;
- le montant net remisé total HT & TTC de la facture ;
- l'identifiant et le montant en prix public hors taxes (PPHT) des livres concernés par le droit de prêt figurant sur la facture.

La périodicité des déclarations varie selon les fournisseurs et le mode de transmission des déclarations qu'ils ont choisi (informatisé ou manuel) : quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, trimestrielle ou annuelle.

La base de données de la Sofia est donc en perpétuel enrichissement, ce qui explique qu'on ait procédé, pour l'étude, à plusieurs extractions de données constituant autant de photographies successives de cette base à différents stades de son développement.

⁸ Un fournisseur déclarant pour la première fois fin 2006 aura par exemple contribué à enrichir la base en transmettant ses déclarations pour l'ensemble de la période 2003-2006.

⁹ Dans les deux cas, sans déclaration rétrospective sur les années antérieures.

1.1.b. Procédure d'exploitation des données mise en œuvre pour l'étude

les données recherchées

Les données recherchées dans le cadre de l'étude étaient par priorité :

- une ventilation des ventes par type de fournisseurs et de bibliothèques ;
- des indicateurs sur la population des fournisseurs (concentration, renouvellement) ;
- des indicateurs de proximité entre fournisseurs et acheteurs ;
- le cas échéant, une mesure des rabais consentis par les fournisseurs.

Au terme de l'analyse exploratoire réalisée sur une première extraction de données au 30 juin 2009, a été ajoutée à cette liste la production d'indicateurs sur les délais de déclaration des fournisseurs.

le respect du secret des affaires et du secret statistique

Le principe clairement établi dès les premiers contacts avec la Sofia est que l'exploitation des données se ferait dans le cadre du respect du secret des affaires, c'est-à-dire que la Sofia ne communiquerait à la DLL que des données de vente agrégées et anonymisées.

À ce principe s'ajoutaient naturellement les règles du secret statistique relatives à la publication de données sur les entreprises énoncées par l'INSEE ¹⁰.

nomenclatures utilisées

Si, moyennant quelques regroupements, la nomenclature des bibliothèques utilisée par la Sofia dans sa base convenait au degré de précision recherché pour l'étude, il n'en était pas de même s'agissant des fournisseurs.

Une première version de nomenclature Fournisseurs a donc été élaborée par la DLL au printemps 2009 comportant 16 catégories au niveau le plus fin (7 en nomenclature agrégée).

Cette première version était inspirée de la nomenclature utilisée en 2001 par l'Observatoire de l'économie du livre pour le traitement des données BOAMP ¹¹ – qui recensait, d'amont en aval de la chaîne du livre (éditeurs, grossistes, fournisseurs spécialisés dans la vente aux collectivités, détaillants), les différents types de fournisseurs apparus sur les avis d'attribution analysés – et qui a été complétée par une première nomenclature détaillée des types de librairies.

C'est cette nomenclature qui a été utilisée pour coder le fichier des quelque 1450 fournisseurs figurant dans la base à cette date et pour l'analyse exploratoire réalisée en juin 2009.

¹⁰ « Pour les tableaux fournissant des données agrégées sur les entreprises, la règle est la suivante :
- aucune case du tableau ne doit concerner moins de trois unités (...)
- aucune case du tableau ne contient des données pour lesquelles une entreprise représente plus de 85% du total. »
<http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/statistique-publique/guide.pdf>

¹¹ Voir chapitre 2.

À l'issue de cette analyse exploratoire, il est cependant apparu que :

- pour des raisons tenant au secret statistique, certaines des catégories agrégées qui faisaient initialement l'objet de catégories spécifiques devaient être regroupées (par exemple, les clubs de livres ou les fournisseurs de livres équipés pour le prêt) ;
- et que, d'autre part, pour des raisons tenant à la faiblesse des effectifs ou des montants déclarés, la nomenclature détaillée initialement prévue devait être abandonnée pour toutes les grandes catégories de fournisseurs, à l'exception de la librairie, dont la nomenclature détaillée a été discutée et modifiée lors du comité de pilotage de juillet 2009.

Le tableau ci-dessous présente les nomenclatures finales utilisées dans le présent rapport :

- pour les bibliothèques : une nomenclature en 5 postes au niveau agrégé, dont un poste (Autres bibliothèques) détaillé en 3 catégories (soit 7 postes au niveau le plus fin) ;
- pour les fournisseurs : une nomenclature en 7 postes au niveau agrégé, dont un poste (Librairie) détaillé en 8 catégories (soit 14 postes au niveau le plus fin).

BIBLIOTHEQUES		observations
BM	bibliothèques municipales	yc bibliothèques intercommunales
BDP	bibliothèques départementales de prêt	
BU & ENS SUP	bibliothèques de l'enseignement supérieur	yc bibliothèques des grandes écoles
CDI	centres de documentation et d'information	bibliothèques des collèges et des lycées
AUTB	autres bibliothèques	
dont BPT	- dont Bibliothèques pour tous	
dont CE	- dont bibliothèques d'entreprise	yc bibliothèques de comités d'entreprise (BCE)
dont AUTRE	- dont autres	bibliothèques des services des collectivités, des musées, des hôpitaux, bibl. de recherche, associations, CRDP, centres de formation ...
FOURNISSEURS		observations
0-ED	éditeurs	Inclut notamment : éditeurs de livres en gros caractères
2-G	grossistes & fournisseurs spécialisés	Inclut notamment : - des entreprises ayant la double activité de grossiste et de fournisseur spécialisé dans la vente aux collectivités (Alizé-SFL, Générale du livre, ...) - des fournisseurs spécialisés dans la vente aux bibliothèques (Colibrije, Goutal-Darly, etc.), à l'exception des fournisseurs de livres équipés pour le prêt (inclus, pour des raisons tenant au secret statistique, dans la catégorie Autres) - des fournisseurs spécialisés dans la vente aux établissements scolaires (CUC, Sadel, ...)
4-ETR	fournisseurs de livres étrangers	inclut à la fois les fournisseurs français spécialisés dans la fourniture de livres étrangers et les fournisseurs implantés à l'étranger
5-L	librairies dont :	
dont 5-D11-TGL	- très grandes librairies	librairies réalisant un CA livre annuel de 12 M € et plus (détail et collectivités)
dont 5-D12-LCH	- librairies de chaînes	librairies appartenant à une chaîne nationale et réalisant un CA annuel < 12 M €
dont 5-D2-LGE	- librairies générales	librairies du code APE 47.61Z ne relevant pas des autres catégories
dont 5-D3-LS	- librairies spécialisées	
dont 5-D31-LSJ	--- dont librairies jeunesse	
dont 5-D32-LSBD	--- dont librairies BD	
dont 5-D33-LSU	--- dont librairies scol.-univ.	
dont 5-D34-LSX	--- dont autres spécialisées	ex : art, gastronomie, érotisme
dont 5-D4-LP	- librairies papeteries presse	librairies du code APE 47.62Z ne relevant pas des autres catégories
6-GSS	- gdes surf. spécialisées	
7-GSA	- gdes surf. alimentaires	
9-X	- autres (fourn. livres équipés, clubs, e-commerce, soldeurs, autres)	NB. les fournisseurs de livres équipés, qui auraient plus logiquement dû être intégrés à la catégorie Grossistes et fournisseurs spécialisés, ont été regroupés dans cette catégorie avec les clubs afin de respecter les règles du secret statistique.

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre

On précisera que le codage des fournisseurs selon cette nomenclature a été effectué en fonction de la situation de l'entreprise lors de la dernière année de données traitées (2008), et non année par année : une librairie générale qui aurait été rachetée par une chaîne en 2006 a

donc été codée comme « librairie de chaîne » (5-D12-LCH) pour le traitement de l'ensemble des données qu'elle a déclarées, y compris celles qui sont antérieures à son rachat.

S'il n'est pas historiquement juste, ce principe de codage permet une lecture plus claire des évolutions constatées, qui ne reflètent ainsi que la dynamique des marchés, sans que s'y superposent des évolutions liées aux mouvements capitalistiques.

1.1.c. Deux enseignements des premières exploitations : une couverture du champ large, mais non exhaustive, et une période d'observation « utile » relativement courte

Lors de l'élaboration du dispositif d'étude au printemps 2009, une vision optimiste laissait à penser que l'exploitation des données Sofia permettrait d'obtenir sur un champ quasi exhaustif une photographie des modalités d'achat de livres des bibliothèques entre 2003 et 2008.

Les premières extractions réalisées ont cependant montré :

- que, par comparaison avec les données issues des enquêtes nationales, le taux de couverture de la base était certes très large (de l'ordre de 70 % à 85 %), mais non exhaustif ;

- et qu'en raison :

- d'une part du caractère atypique des années 2003 et 2004,
- et d'autre part de ce qui est apparu dans un premier temps comme un délai de déclaration relativement long de certains fournisseurs, et qui tient en fait au mode d'organisation adopté par Sofia pour la collecte du droit de prêt,

la période d'observation « utile » – c'est à dire suffisamment homogène pour que les variations des chiffres ne reflètent pas d'autres facteurs que les évolutions du marché – était sensiblement plus réduite.

Malgré ces deux restrictions, les données de la Sofia n'en constituent pas moins **la source quantitative la plus complète au regard des objectifs de l'étude**, à la fois par sa large couverture du champ et parce qu'elle vient combler des lacunes déplorées à maintes reprises dans la connaissance des marchés de bibliothèques, par exemple sur la question sensible de la répartition des ventes entre les différents types de fournisseurs.

On ne perdra pas non plus de vue – quels que soient le regret ou la frustration que l'on puisse parfois avoir à la lecture des résultats tirés de leur exploitation – que l'objectif de la Sofia n'est pas de produire des données économiques sur les marchés de bibliothèques – d'autres types d'informations auraient été collectés si telle était sa mission –, mais de collecter et répartir le droit de prêt.

le caractère atypique des années 2003 et 2004

De façon prévisible, dans la mesure où ces années incluent la période dite « de transition » pour l'application de la loi du 18 juin 2003, les années 2003 et 2004 présentent un caractère fortement atypique, tant par les montants déclarés, inférieurs ou très inférieurs à ceux des années suivantes, que par le profil des répartitions par type d'acheteurs ou, plus encore, de

fournisseurs (voir annexe 7 en ligne ¹²).

Durant cette période de transition, qui allait du 1^{er} août 2003 au 31 juillet 2004, la loi prévoyait en effet que :

- les achats réalisés dans le cadre de marchés pluriannuels conclus avant le 1^{er} août 2003 n'étaient soumis ni au droit de prêt ni au plafonnement des rabais ;
- seuls les achats « hors marchés » ou réalisés dans le cadre de marchés conclus après le 1^{er} août 2003 étaient soumis au droit de prêt et au plafonnement des rabais, fixé de façon transitoire à 12 % du PPHT jusqu'à la fin de la période, puis au taux définitif de 9 % à partir du 1^{er} août 2004.

L'observation des évolutions de la répartition des ventes par type de fournisseurs étant l'un des points centraux de l'étude, les déclarations relatives à cette période atypique n'ont donc pas été prises en compte pour l'analyse ¹³.

des délais de déclaration relativement longs qui s'expliquent d'abord par le décalage initial entre l'entrée en vigueur de la loi et la date d'agrément de la Sofia

La première extraction de données, réalisée à titre exploratoire en juin 2009, montrait une montée progressive du volume de ventes déclaré jusqu'en 2006, puis un léger recul en 2007 et enfin un volume moitié moindre pour 2008 .

Sauf à envisager un hypothétique recul des achats des bibliothèques en 2007, il apparaissait donc à cette date que ces chiffres traduisaient des déclarations encore incomplètes pour 2007 et que seules les années 2005 et 2006 pouvaient être considérées comme « complètes » – soit un décalage de trois ans et demi pour la disponibilité des informations complètes relatives à une année donnée.

Les extractions suivantes (28/02/2010 et 31/05/2010) ont confirmé cet ordre de grandeur.

Tabl. 1 – Évolution des montants annuels déclarés lors des 3 extractions successives réalisées pour l'étude

ventes de livres déclarées en M EUR PPHT	2003(tp)	2004(p)	2005	2006	2007	2008(p)	cumul 2003-2008	2009(p)	2010(tp)
(a) extraction au 30/06/2009	18,6	75,3	98,6	104,7	100,8	49,4	447,5	nc	-
(b) extraction au 28/02/2010	18,8	75,8	100,0	107,0	111,1	62,9	475,7	32,2	0,6
% montant supplémentaire déclaré (b) - (a)	+1,1%	+0,7%	+1,4%	+2,2%	+10,2%	+27,3%	+6,3%	-	-
(c) extraction au 31/05/2010	18,8	75,8	100,0	107,0	114,2	99,1	515,0	39,4	6,1
% montant supplémentaire déclaré (c) - (b)	+0,01%	+0,01%	+0,00%	-0,03%	+2,8%	+57,5%	+8,3%	+22,3%	ns
% montant supplémentaire déclaré (c) - (a)	+1,1%	+0,7%	+1,4%	+2,2%	+13,3%	+100,5%	+15,1%		

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia

(tp) années très partielles 2003 : uniquement achats "hors marché" et nouveaux marchés entrés en vigueur à compter d'août 2003

2010 : respectivement 2 et 5 mois de déclarations seulement

(p) années partielles 2004 : uniquement achats "hors marché" et nouveaux marchés entrés en vigueur à compter d'août 2003 / 2008 et 2009 : déclarations incomplètes

¹² http://www.dgmic.culture.gouv.fr/article.php3?id_article=1560

¹³ De la même façon, on a décidé de ne pas isoler pour l'analyse les déclarations de l'année 2004 postérieures à la fin de la période de transition, soit d'août à décembre 2004 : si elles concernent des achats effectués dans les mêmes conditions que ceux des années suivantes, ces déclarations risquaient en effet d'être affectées par un biais, puisqu'on y aurait notamment retrouvé la quasi totalité des nouveaux marchés passés par les bibliothèques s'étant efforcées de conclure en 2003 un marché juste avant le début de la période de transition afin d'échapper, pendant quelques mois encore, au plafonnement des rabais – motif qui laisse supposer que ces bibliothèques privilégiaient les catégories de fournisseurs offrant les rabais les plus élevés avant l'entrée en vigueur de la loi.

Ce décalage, qui peut paraître important 7 ans après le vote de la loi, n'est pas le fait d'une mauvaise volonté des fournisseurs à transmettre leurs déclarations, mais résulte à la fois :

- du décalage initial entre la première année d'exigibilité du droit de prêt (2003), la date d'agrément de la Sofia (mars 2005) et celle du début effectif de la collecte (fin 2005).
- du mode d'organisation adopté par Sofia pour la collecte du droit de prêt ;
- et de son souci de ne pas peser trop (ou trop brutalement) sur la trésorerie des fournisseurs.

En accord avec le comité de pilotage réunissant des représentants des fournisseurs, des bibliothèques et des pouvoirs publics (MCC et MESR) qu'elle a installé dès sa création, Sofia a en effet commencé, fin 2005, la collecte du droit de prêt dû uniquement au titre de la période d'août 2003 à décembre 2004, en décalant celle portant sur l'année 2005. L'une des raisons de cette décision était que, malgré les préconisations du ministère de la Culture et du Syndicat de la librairie française, une partie non négligeable des fournisseurs n'avait pas provisionné les sommes dues au titre du droit de prêt.

C'est ce décalage initial, que Sofia s'efforce de réduire progressivement (la collecte du droit de prêt dû au titre de 2008 est programmée entre fin 2009 et l'automne 2010), qui explique qu'à fin mai 2010, le montant déclaré pour 2008 ne représentait encore que 87 % du celui de 2007.

la « période stabilisée » pour l'analyse des données

À ce jour, la période pour laquelle on peut considérer que les montants déclarés ne devraient plus varier de façon significative – que l'on appellera par commodité dans la suite de ce rapport « période stabilisée » – demeure donc assez courte (2005-2007).

Compte tenu du montant déjà relativement élevé déclaré pour 2008 au 31/05/2010 (87% du montant déclaré en 2007), on pourrait être tenté de prolonger cette « période stabilisée » en y incluant également les déclarations pour l'année 2008, ce qui pourrait être envisagé si toutefois le délai de déclaration était à peu près homogène dans toutes les catégories de fournisseurs.

Or, l'analyse des taux de déclaration comme celle des délais de déclaration moyens montrent que ce n'est pas le cas (*voir annexe 7 en ligne*) : en 2007, le délai de déclaration variait ainsi du simple au triple, de 161 jours calendaires en moyenne pour une librairie de chaîne à 537 jours pour une « très grande librairie ». À supposer que les délais de déclaration sont restés les mêmes en 2008, cela signifie qu'une facture du 30/12/2008 aura été déclarée début juin 2009 dans le premier cas (elle figurera donc dans les données extraites le 31/05/2010 pour l'étude) et fin juin 2010 dans le second (soit juste après l'extraction des données).

Pour ces deux raisons, l'essentiel des analyses du présent rapport portera sur la période 2005-2007, les tendances pour 2008 faisant l'objet d'analyses distinctes.

1.2. Données de cadrage

1.2.a. Résultats par type de bibliothèques

Les données de la Sofia permettent en premier lieu d'avoir une vision globale des achats de livres de l'ensemble des réseaux de bibliothèques de prêt.

En prix public hors taxes (PPHT), les achats déclarés à Sofia représentent un montant compris entre 100 M € et 115 M € (100 M € en 2005, 107 M € en 2006 et, avec la prise en compte des achats de livres étrangers à partir de 2007, 114 M € en 2007), soit, en prix d'achat des bibliothèques, sous l'hypothèse d'un rabais moyen de 8 %, un volume annuel moyen d'un peu plus de 100 M € TTC.

La répartition par type de bibliothèques reste globalement stable sur la période, même si la prise en compte des livres étrangers accroît le poids des bibliothèques de l'enseignement supérieur en 2007 :

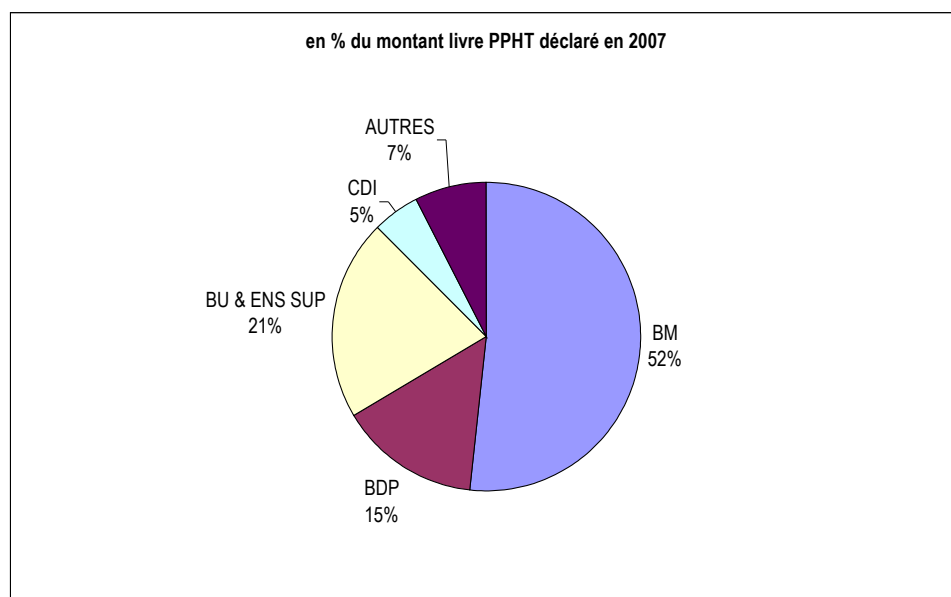
- les bibliothèques territoriales représentent plus des deux tiers des achats, les bibliothèques municipales en représentant plus de la moitié et les bibliothèques départementales de prêt environ 15 % ;
- les bibliothèques de l'enseignement supérieur représentent environ 20 % des achats ;
- et les 13 % restant se répartissent entre les CDI des collèges et des lycées (5 %), les bibliothèques d'entreprise (3 %), les Bibliothèques pour tous (1 %) et le poste « Autres » (4 %).

Tabl. et Graph. 2 – Répartition des montants déclarés par type de bibliothèques – période « stabilisée » 2005-2007

ventes de livres déclarées		en M EUR PPHT			% EUR PPHT		
		2005	2006	2007	2005	2006	2007
BM	bibliothèques municipales	52,6	56,2	59,1	53%	53%	52%
BDP	bibliothèques départementales de prêt	14,8	16,2	16,7	15%	15%	15%
BU & ENS SUP	bibliothèques de l'enseignement supérieur *	19,2	20,8	24,1	19%	19%	21%
CDI	centres de documentation et d'information (collèges, lycées)	5,4	5,7	5,8	5%	5%	5%
AUTB	autres bibliothèques	7,9	8,1	8,4	8%	8%	7%
BPT	Bibliothèques pour tous	1,0	1,0	1,2	1%	1%	1%
CE	bibliothèques d'entreprise	2,6	2,8	2,7	3%	3%	2%
AUTRE	autres (collectivités, musées, bibl. d'hôpitaux, bibl. de recherche, d'associations, CRDP, centres de formation ...)	4,3	4,3	4,5	4%	4%	4%
TOTAL		100,0	107,0	114,2	100%	100%	100%

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

* avant 2007 : hors ventes de livres étrangers. En raison de cet élargissement du champ, les parts de marchés de 2007 ne sont pas strictement comparables avec celles de 2005 et 2006.



source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

1.2.b. Résultats par type de fournisseurs

la librairie est très largement majoritaire...

Le premier constat qui ressort des données est qu'**avec plus des deux tiers des ventes, la librairie est très largement majoritaire sur le marché des bibliothèques.**

Si l'on se réfère à la ***répartition totale des ventes*** (*partie gauche du tableau 3*) relative à l'année 2007, qui fournit l'image la plus complète des achats des bibliothèques puisqu'elle prend en compte, contrairement aux années antérieures, les achats de livres étrangers, les différents types de librairies totalisent en effet près de 68 % des ventes, loin devant les grossistes et fournisseurs spécialisés (21 %), les « autres fournisseurs » et les fournisseurs de livres étrangers (4 % chacun), les grandes surfaces spécialisées (2 %) et les éditeurs (1%), les grandes surfaces alimentaires ne représentant que 0,1 % des ventes.

Si l'on examine la contribution des ***différents types de librairies*** dans les ventes de l'ensemble Librairie, on note que le réseau le plus important est celui des librairies générales, qui représentent près de la moitié des ventes (46 %, soit 32 % des ventes totales), devant les « très grandes librairies » (21 %, soit 14 % des ventes totales), les librairies spécialisées (18 %, soit 13 % du total, dont la moitié pour les seules librairies jeunesse), les librairies de chaînes (10 %, soit 7 % du total) et enfin les librairies-papeteries-presse (3 %, 2 % du total).

Tabl. 3 – Répartition des montants déclarés par type de fournisseurs – période « stabilisée » 2005-2007

% EUR PPHT		période "stabilisée"				idem hors Fourn livres étrangers				
		2005	2006	2007	cumul	2005	2006	2007	2005-2007 cumul	évol°
0-ED	éditeurs	1,1%	0,9%	0,8%	0,9%	1,1%	0,9%	0,9%	1,0%	-0,2
2-G	grossistes & fourn. spécialisés	24,4%	22,9%	21,1%	22,7%	24,5%	23,0%	21,9%	23,1%	-2,6
4-ETR	fourn. de livres étrangers *	0,3%	0,3%	3,6%	1,5%	-	-	-	-	-
5-L	librairies dont :	66,6%	68,9%	68,1%	67,9%	66,8%	69,0%	70,6%	68,9%	+3,8
	5-D11-TGL - très grandes librairies (TGL)	12,0%	12,9%	14,3%	13,1%	12,0%	12,9%	14,8%	13,3%	+2,8
	5-D12-LCH -- librairies de chaînes	8,2%	7,8%	7,4%	7,8%	8,2%	7,8%	7,7%	7,9%	-0,5
	5-D2-LGE -- librairies générales	31,8%	33,3%	31,7%	32,3%	31,9%	33,4%	32,8%	32,7%	+0,9
	5-D3-LS -- librairies spécialisées	11,9%	12,3%	12,6%	12,3%	11,9%	12,3%	13,1%	12,4%	+1,2
	dont 5-D31-LSJ --- dont librairies jeunesse	5,5%	5,9%	5,9%	5,8%	5,6%	5,9%	6,1%	5,9%	+0,5
	dont 5-D32-LSBD --- dont librairies BD	2,2%	2,4%	2,4%	2,3%	2,2%	2,4%	2,5%	2,4%	+0,3
	dont 5-D33-LSU --- dont librairies scol.-univ.	2,5%	2,4%	2,5%	2,4%	2,5%	2,4%	2,6%	2,5%	+0,1
	dont 5-D34-LSX --- dont autres spécialisées	1,6%	1,6%	1,8%	1,7%	1,6%	1,6%	1,9%	1,7%	+0,3
	5-D4-LP -- librairies papeteries presse	2,8%	2,6%	2,2%	2,5%	2,8%	2,6%	2,3%	2,5%	-0,5
	s/total - toutes librairies sauf TGL	54,6%	56,0%	53,8%	54,8%	54,8%	56,1%	55,8%	55,6%	+1,0
6-GSS	gdes surf. spécialisées	2,0%	2,3%	2,1%	2,1%	2,0%	2,3%	2,2%	2,2%	+0,2
7-GSA	gdes surf. alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	-0,0
9-X	autres (fourn. livres équipés, clubs, e-commerce, autres)	5,5%	4,7%	4,2%	4,8%	5,5%	4,7%	4,3%	4,8%	-1,2
TOTAL		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
base M EUR PPHT		100,0	107,0	114,2	321,2	99,7	106,7	110,1	316,5	

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

* partie gauche du tableau : avant 2007, les données n'incluent pas les ventes de livres étrangers. En raison de cet élargissement du champ, les parts de marchés de 2007 ne sont pas strictement comparables avec celles de 2005 et 2006. Pour neutraliser l'effet de cet élargissement, les parts de marché ont été recalculées hors Fournisseurs de livres étrangers (zone grisée dans la partie droite du tableau).

... et se renforce globalement entre 2005 et 2007, même si des tendances contrastées apparaissent

La prise en compte des ventes de livres étrangers à partir de 2007 ¹⁴ venant perturber l'analyse de la dynamique des évolutions de la répartition des ventes par type de fournisseurs, on a recalculé dans la partie droite du tableau 3 (*en grisé*) la part de marché des différents canaux en faisant abstraction des ventes des fournisseurs de livres étrangers.

Sur cette base, l'analyse des évolutions intervenues au cours de la période montre d'abord que **la nette domination de l'ensemble Librairie s'est accentuée entre 2005 et 2007** (de 66,8 % à 70,6 %, +3,8 points de part de marché), mais que cette progression doit être nuancée selon le type de librairies :

- poussée des très grandes librairies (+2,8 points entre 2005 et 2007) ;
- progression des librairies spécialisées (+1,2) ;
- progression puis léger repli des librairies générales, se soldant néanmoins par une progression sur la période (+0,9) ;
- recul des librairies de chaînes (-0,5) et des librairies papeteries (-0,5).

¹⁴ Prise en compte qui explique que les fournisseurs de livres étrangers passent de 0,3 % à 3,6 % des ventes entre 2006 et 2007.

Elle montre en second lieu que cette progression de l'ensemble Librairie s'est accompagnée, de façon mécanique, par un **recul de la part de marché des autres types de fournisseurs**, essentiellement les grossistes et fournisseurs spécialisés (-2,6 points) et les « autres fournisseurs » (-1,2).

Si l'on raisonne non plus en parts de marché, mais en *évolution des montants déclarés*, la progression des très grandes librairies n'en paraît que plus remarquable, puisqu'elles passent de 12,0 M € en 2005 à 16,3 M € en 2007, soit une hausse de +37 %. Viennent ensuite celle des librairies spécialisées (de 11,9 M € à 14,4 M €, +21 %) et celle des librairies générales (de 31,8 € à 36,2 €, +14 %).

À l'autre extrémité, ce sont les « autres fournisseurs » qui enregistrent en proportion le recul le plus marqué des montants déclarés (de 5,5 M € à 4,8 M €, -14 %), devant les éditeurs (de 1,1 M € à 0,9 M €, -13 %) et les librairies-papeterie-presse (de 2,8 M € à 2,5 M €, -10 %). Les grossistes et fournisseurs spécialisés, dont on a vu qu'ils affichaient la baisse la plus marquée en part de marché, n'enregistrent cependant, compte tenu de la croissance globale des volumes, qu'un recul limité des montants déclarés (de 24,4 M € à 24,1 M €, -1 %).

Il convient de souligner que ces évolutions reflètent bien, pour l'essentiel, les évolutions des volumes d'achat effectifs auprès des différents types de fournisseurs, et non des différences de taux de déclaration.

Le montant des déclarations annuelles figurant au tableau 3 sont en effet les montants figurant dans la base au 31/05/2010 : quelle que soit la date de première déclaration d'un fournisseur donné, celui-ci a en principe communiqué à Sofia l'ensemble de ses ventes aux bibliothèques de prêt depuis l'entrée en vigueur de la loi ¹⁵.

S'il est probable que les catégories Très grandes librairies ou Grossistes et fournisseurs spécialisés ont, compte tenu de la taille et du nombre réduit d'entreprises qui les composent, été couvertes plus tôt que les catégories comptant de nombreux petits opérateurs (librairies-papeterie-presse par exemple), ces différences de taux de couverture se seraient traduites par un poids des TGL et des grossistes plus élevés dans une extraction de données réalisée fin 2006 que dans celle de mai 2010. Mais elles ne jouent pas sur l'évolution des montants annuels figurant dans la base lors de cette dernière extraction.

des dynamiques qui semblent se poursuivre en 2008

Les déclarations pour 2008 reçues par Sofia au 31/05/2010 ne peuvent être, on l'a vu, directement comparées à celles de la « période stabilisée » 2005-2007.

Pour analyser plus finement la tendance indiquée par ces déclarations, on a utilisé **deux méthodes différentes d'estimation** :

- *méthode 1* : comparaison des montants 2007 et 2008 des fournisseurs ayant déclaré à la fois pour 2007 et, au 31/05/2010, pour 2008 ;
- *méthode 2* : projection des données 2008 par comparaison des déclarations 2007 au 31/07/2009 et au 31/05/2010 (hypothèse : les déclarants « tardifs » augmenteront les données

¹⁵ À l'exception, comme cela a été dit plus haut, des ventes de livres étrangers ou à destination des bibliothèques d'hôpitaux, qui ont bénéficié d'exemptions temporaires (respectivement jusqu'en 2007 et 2006) et, à ce titre, n'ont pas fait l'objet de déclarations rétrospectives.

reçues pour 2008 au 31/05/2010 comme ils ont augmenté celles de 2007 entre juillet 2009 et mai 2010).

Ces deux méthodes indiquent de façon convergente la poursuite de plusieurs tendances observées sur la période 2005-2007 :

- une **nouvelle poussée des très grandes librairies** (+1,6 à +1,7 point de part de marché entre 2007 et 2008) ; cette nouvelle progression laisse à penser que leur part de marché pour 2008 en données « complètes » devrait s'établir aux alentours de 16 % ;
- une progression continue des librairies spécialisées (+0,5), en particulier des librairies BD et des « autres librairies spécialisées » (de +0,3 à +0,4) ;
- une stabilisation de la part des librairies-papeteries (-0,0 à -0,1) ;
- mais, phénomène qui serait nouveau, un **recul sensible des librairies générales** (-1,8 à -2,0) qui accentuerait singulièrement le léger retrait observé en 2007 ;
- ces tendances contrastées se soldant par une stabilisation de la part de marché de l'ensemble Librairie (-0,0 à +0,2).

En revanche, la part de marché (pdm) des autres canaux demeurerait globalement stable (éditeurs, grandes surfaces alimentaires, « autres fournisseurs »), à l'exception des grandes surfaces spécialisées (-0,5 à -0,6 point de pdm, soit un recul de près de 25 % des montants déclarés) et des grossistes et fournisseurs spécialisés qui, après un recul de 2,5 points entre 2005 et 2007, remonteraient légèrement selon l'une des méthodes d'estimation utilisées (+0,6).

Si le niveau déjà élevé des déclarations reçues au 31/05/2010 pour 2008 permet d'affirmer comme très probables les tendances les plus nettes qui se dégagent de ces estimations, reste que seule une nouvelle extraction mi-2011 permettra cependant de les confirmer définitivement.

Tabl. 4 – Répartition des montants déclarés par type de fournisseurs – estimation de la tendance pour 2008

% EUR PPHT évolution des pdm 2007-2008p		méthode 1 déclarants 2007-2008	méthode 2 projection 2008 (yc "déclarants tardifs")
0-ED	éditeurs	+0,0%	+0,1%
2-G	grossistes & fourn. spécialisés	+0,6%	+0,1%
4-ETR	fourn. de livres étrangers	-0,2%	+0,1%
5-L	librairies dont :	-0,0%	+0,2%
5-D11-TGL	- très grandes librairies	+1,7%	+1,6%
5-D12-LCH	-- librairies de chaînes	-0,2%	+0,1%
5-D2-LGE	-- librairies générales	-2,0%	-1,8%
5-D3-LS	-- librairies spécialisées	+0,5%	+0,5%
dont 5-D31-LSJ	--- dont librairies jeunesse	-0,1%	+0,3%
dont 5-D32-LSBD	--- dont librairies BD	+0,4%	+0,3%
dont 5-D33-LSU	--- dont librairies scol.-univ.	-0,1%	-0,5%
dont 5-D34-LSX	--- dont autres spécialisées	+0,3%	+0,4%
5-D4-LP	-- librairies papeteries presse	-0,1%	-0,0%
s/total	- toutes librairies hors TGL	-1,7%	-1,3%
6-GSS	gdes surf. spécialisées	-0,5%	-0,6%
7-GSA	gdes surf. alimentaires	-0,0%	-0,0%
9-X	autres (fourn. livres équipés, clubs, e-commerce, autres)	+0,0%	+0,0%

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

1.2.c. Type de fournisseurs selon le type de bibliothèques

des profils assez différenciés

La comparaison des répartitions par type de fournisseurs des différents réseaux de bibliothèques fait ressortir des profils assez différenciés.

Pour les principaux réseaux de bibliothèques, on a souligné dans le **tableau 5** les canaux ayant un poids significativement supérieur, ou au contraire, inférieur à la moyenne. Le tableau porte sur l'année 2007, année la plus complète de la période « stabilisée » puisqu'elle inclut pour la première fois les achats de livres étrangers, mais les spécificités ainsi soulignées valent également pour 2005 et 2006.

- Dans la mesure où elles représentent plus de la moitié des achats, **les BM ont un profil relativement proche de la répartition moyenne**. On note cependant un poids sensiblement plus important des grossistes et fournisseurs spécialisés (24 % contre 21 %), des librairies générales (35 % contre 32 %) et des « autres fournisseurs » (6 % contre 4 %), notamment en raison du poids plus élevé que la moyenne des fournisseurs de livres équipés pour le prêt (plus de 4 % des achats).
- Résultat assez contre-intuitif dans la mesure où il s'agit de gros établissements ayant systématiquement recours à des procédures formalisées : les BDP ont très nettement moins recours aux grossistes et fournisseurs spécialisés que les BM (15 % des achats contre 24 %). Elles constituent en revanche **le réseau ayant le plus recours aux librairies** (79 % de leurs achats contre 68 % en moyenne), non pas – contrairement à ce qu'on aurait pu penser – en raison du poids de leur approvisionnement auprès des très grandes librairies, à peine supérieur à ce qu'il est en BM, mais d'un recours nettement plus important aux librairies spécialisées (20 % contre 13 % en moyenne), notamment aux librairies jeunesse (13 % contre 6 %) et BD (5 % contre 2,5 %).
- C'est pratiquement l'inverse du réseau des **bibliothèques de l'enseignement supérieur**, qui se différencie naturellement d'abord par le **poids des fournisseurs de livres étrangers** (15 % des achats ¹⁶) qui, on l'a vu, fait mécaniquement baisser la part des autres circuits, et par celui des librairies spécialisées scolaires et universitaires, deux canaux dont, avec les bibliothèques de recherche de la catégorie « Autres bibliothèques », elles constituent les principaux clients.

Mais elles se distinguent aussi par un **recours massif aux très grandes librairies**, deux fois plus élevé que la moyenne (30 % de leur approvisionnement contre 14 % en moyenne) et par des achats particulièrement faibles dans les autres librairies : si l'on exclut les achats effectués auprès des TGL et des librairies universitaires, les autres librairies ne représentent que 25 % des achats des bibliothèques de l'enseignement supérieur contre 51 % en moyenne.

¹⁶ On observe que, pour être importante, cette proportion est cependant très sensiblement inférieure à celle qu'indique l'ESGBU pour les achats des BU et des BIU (23 % en 2007). Cet écart peut s'expliquer par des différences de champ mais aussi, sans doute, par une couverture encore incomplète par la Sofia des achats auprès des fournisseurs étrangers.

• Le réseau, mal connu, des **CDI** présente à première vue un profil assez proche de celui des **BM**, avec un poids relativement élevé des grossistes et fournisseurs spécialisés (25 % contre 21 %) et un poids proche de la moyenne de l'ensemble Librairie (70 % contre 68 %). Il présente cependant quelques spécificités :

- **un poids plus élevé encore qu'en BM des librairies générales** (40 % contre 35 % en BM et 31 % en moyenne) ;

- et un poids des librairies spécialisées et des « autres fournisseurs » parmi les plus faibles : 6 % pour les premières contre 13 % en moyenne et 0,1 % pour les seconds contre 5 % en moyenne.

• Enfin, le profil de la catégorie agrégée des « Autres bibliothèques » tend à lisser les profils très différenciés de ses composantes :

– les profils, assez proches de ceux des bibliothèques de lecture publique, des **BCE** et des **Bibliothèques pour tous**, mais avec, dans les deux cas .

- **un poids important ou très important des GSS** (17 % BCE, 6 % BpT contre 2 % en moyenne) et des « autres fournisseurs » (6 % BCE, 9 % BpT contre 4 % en moyenne), qui reflète notamment un poids élevé de l'approvisionnement auprès des **clubs de livres** ;

- et un recours plus faible que la moyenne aux TGL (4 % BCE, 8 % BpT, contre 14 % en moyenne), ainsi que quelques singularités comme le poids record des librairies générales en BCE (52 %) et des librairies de chaînes en BpT (15 %) ;

– et le profil lui-même composite de la sous-catégorie « Autres », qui mêle les spécificités des bibliothèques de recherche (poids élevé des librairies scolaires et universitaires et des fournisseurs de livres étrangers) et celles des bibliothèques du tiers-réseau (poids élevé des fournisseurs d'ouvrages en gros caractères et de livres équipés pour le prêt).

Tabl. 5 – Répartition par type de fournisseurs selon le type de bibliothèques – 2007

% EUR PPHT déclarations 2007		BM	BDP	BU	CDI	AUTB	BpT	BCE	Autres	ENS
0-ED	éditeurs	1%	1%	0%	1%	2%	<u>3%</u>	0%	2%	0,8%
2-G	grossistes & fourn. spécialisés	<u>24%</u>	<u>15%</u>	21%	<u>25%</u>	<u>8%</u>	8%	7%	8%	21,1%
4-ETR	fourn. de livres étrangers	0%	0%	<u>15%</u>	0%	4%	0%	0%	<u>7%</u>	3,6%
5-L	librairies dont :	67%	79%	64%	70%	68%	74%	69%	66%	68,1%
5-D11-TGL	- très grandes librairies	10%	11%	<u>30%</u>	10%	12%	8%	4%	18%	14,3%
5-D12-LCH	-- librairies de chaînes	7%	7%	8%	10%	11%	<u>15%</u>	7%	11%	7,4%
5-D2-LGE	-- librairies générales	35%	40%	15%	<u>40%</u>	32%	36%	52%	20%	31,7%
5-D3-LS	-- librairies spécialisées	12%	<u>20%</u>	10%	<u>6%</u>	11%	11%	<u>3%</u>	16%	12,6%
dont D31-LSJ	--- dont librairies jeunesse	7%	<u>13%</u>	1%	2%	1%	4%	1%	1%	5,9%
dont D32-LSBD	--- dont librairies BD	3%	<u>5%</u>	0%	1%	2%	3%	2%	1%	2,4%
dont D33-LSU	--- dont librairies scol.-univ.	0%	0%	<u>9%</u>	0%	5%	0%	0%	<u>9%</u>	2,5%
dont D34-LSX	--- dont autres spécialisées	2%	2%	1%	2%	4%	4%	0%	5%	1,8%
5-D4-LP	-- librairies papeteries presse	3%	1%	0%	4%	2%	4%	2%	1%	2,2%
s/total	- toutes librairies sauf TGL	54%	67%	34%	56%	54%	62%	63%	47%	53,8%
6-GSS	- gdes surf. spécialisées	2%	1%	0%	3%	9%	6%	<u>17%</u>	5%	2,1%
7-GSA	- gdes surf. alimentaires	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0,1%
9-X	- autres	<u>6%</u>	4%	0%	0%	9%	<u>9%</u>	6%	<u>10%</u>	4,2%
TOTAL		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
base M EUR PPHT		59,1	16,7	24,1	5,8	8,4	1,2	2,7	4,5	114,2

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

... qui évoluent de façon tout aussi contrastée

Les **tableaux 6a à 6c** présentent, pour les six principaux types de bibliothèques de la nomenclature, les évolutions de la ventilation de leurs achats par type de fournisseurs entre 2005 et 2007.

- Celle des achats des **BM** est **relativement stable** : les mouvements de part de marché ne dépassent pas 2 points, et le mouvement principal observable est la **progression de l'ensemble Librairie** (+1,7 point de pdm) au détriment de la catégorie « autres fournisseurs » (-1,7), qui traduit une baisse des achats en volume à la fois aux fournisseurs de livres équipés et aux clubs de livres.

La progression des librairies est d'abord celle des librairies générales (+1,5), puis des librairies spécialisées (+1,0) et seulement ensuite des très grandes librairies (+0,5), tandis que les librairies-papeterie-presse perdent 0,6 point de part de marché.

- Celle des **BDP** est à peine plus mouvementée, avec une **progression plus soutenue de l'ensemble Librairie** (+2,5 points), mais au détriment cette fois des grossistes et fournisseurs spécialisés (-1,8) et des « autres fournisseurs » (-1,2).

Mais ce sont les **librairies spécialisées** qui contribuent le plus à cette progression (+2,8), devant les très grandes librairies (+1,3), tandis que les librairies de chaînes reculent de façon plus marquée qu'en BM (-1,9 contre -0,7), la part des librairies-papeterie-presse, 4 fois plus faible qu'en BM, reculant de 0,2 point, ce qui correspond à une baisse du volume d'achat plus marquée qu'en BM (-12 % contre -5 %).

Tabl. 6a – Répartition par type de fournisseurs selon le type de bibliothèques – BM et BDP – 2005-2007

% EUR PPHT		BM			évol°	BDP			évol°
		2005	2006	2007	pdm	2005	2006	2007	pdm
0-ED	éditeurs	1,2%	1,0%	0,9%	-0,3	1,1%	0,9%	0,9%	-0,2
2-G	grossistes & fourn. spécialisés	24,2%	23,5%	24,2%	+0,0	17,3%	16,8%	15,4%	-1,8
4-ETR	fourn. de livres étrangers *	0,0%	0,1%	0,3%	+0,2	0,0%	0,1%	0,5%	+0,5
5-L	librairies dont :	64,9%	67,1%	66,6%	+1,7	76,1%	76,5%	78,6%	+2,5
5-D11-TGL	-- très grandes librairies (TGL)	9,1%	9,2%	9,6%	+0,5	9,7%	8,6%	11,0%	+1,3
5-D12-LCH	-- librairies de chaînes	7,2%	6,8%	6,5%	-0,7	8,9%	8,1%	6,9%	-1,9
5-D2-LGE	-- librairies générales	33,5%	35,6%	35,0%	+1,5	39,5%	41,8%	40,1%	+0,6
5-D3-LS	-- librairies spécialisées	11,3%	12,2%	12,3%	+1,0	17,1%	17,0%	19,9%	+2,8
dont 5-D31-LSJ	--- dont librairies jeunesse	6,6%	7,2%	7,1%	+0,5	11,4%	11,2%	12,9%	+1,5
dont 5-D32-LSBD	--- dont librairies BD	2,6%	3,0%	3,1%	+0,5	4,4%	4,2%	4,6%	+0,2
dont 5-D33-LSU	--- dont librairies scol.-univ.	0,4%	0,4%	0,4%	-0,0	0,0%	0,0%	0,0%	-0,0
dont 5-D34-LSX	--- dont autres spécialisées	1,7%	1,6%	1,8%	+0,1	1,3%	1,6%	2,4%	+1,1
5-D4-LP	-- librairies papeteries presse	3,8%	3,4%	3,2%	-0,6	0,9%	1,0%	0,7%	-0,2
s/total	toutes librairies sauf TGL	55,8%	57,9%	57,0%	+1,2	66,4%	67,9%	67,6%	+1,3
6-GSS	gdes surf. spécialisées	2,2%	2,3%	2,2%	-0,0	0,8%	1,0%	1,0%	+0,2
7-GSA	gdes surf. alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	+0,0	0,0%	0,0%	0,0%	+0,0
9-X	autres	7,3%	6,0%	5,6%	-1,7	4,8%	4,6%	3,6%	-1,2
TOTAL		100%	100%	100%		100%	100%	100%	
base M EUR PPHT		52,6	56,2	59,1		14,8	16,2	16,7	

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

* Données 2006 et 2007 non comparables en raison de la prise en compte des ventes de livres étrangers en 2007 uniquement.

• La ventilation des achats des **CDI** est encore plus stable, si l'on excepte la progression des librairies de chaînes (+1,9) et des TGL (+0,9) au détriment des librairies-papeterie-presse (-1,3), des librairies générales (-1,0) et des librairies spécialisées (-0,5)

• Il en va tout différemment pour les **BU** et les bibliothèques de l'enseignement supérieur.

– Le premier bouleversement, qui n'apparaît pas sur le tableau 6b puisqu'on a précisément cherché à le neutraliser, est la prise en compte à partir de 2007 des achats de livres étrangers (sans déclaration rétrospective) qui, dans les données brutes, fait bondir la part des **fournisseurs spécialisés de livres étrangers** d'environ 1 % du montant des achats des BU en 2005-2006 à 15 % en 2007.

– Mais les achats des bibliothèques de l'enseignement supérieur connaissent aussi sur la période deux autres mouvements concomitants, lisibles sur le tableau 6b, dont l'ampleur tranche singulièrement avec ceux que l'on observe dans les autres types de bibliothèques :

- un recul de près de 12 points de la part des **grossistes et fournisseurs spécialisés**, dont les ventes aux BU reculent de 26 % en montant (-1,8 M€) entre 2005 et 2007 ;
- qui semble profiter presque exclusivement aux **très grandes librairies**, dont les ventes aux BU augmentent de plus de 60 % entre 2005 et 2007 (+2,7 M€), captant non seulement les ventes précédemment réalisées par les grossistes et fournisseurs spécialisés, mais aussi la presque totalité de l'augmentation des achats que font apparaître les données. On remarque également que ce transfert s'est opéré de façon progressive : 4,5 points en 2006 et 7 points en 2007.

Tabl. 6b – Répartition par type de fournisseurs selon le type de bibliothèques – BU et CDI – 2005-2007

% EUR PPHT		BU & ENS. SUP *			évol°	CDI			évol°
		2005	2006	2007	pdm *	2005	2006	2007	pdm
0-ED	éditeurs	0,3%	0,4%	0,2%	-0,0	0,8%	1,1%	0,7%	-0,0
2-G	grossistes & fourn. spécialisés	36,1%	31,5%	24,5%	-11,6	25,8%	24,7%	25,4%	-0,4
4-ETR	fourn. de livres étrangers *	-	-	-	-	0,1%	0,1%	0,3%	+0,2
5-L	librairies dont :	62,9%	67,6%	74,7%	+11,8	70,4%	70,7%	70,5%	+0,0
5-D11-TGL	-- très grandes librairies (TGL)	23,5%	28,7%	34,8%	+11,4	9,2%	8,2%	10,1%	+0,9
5-D12-LCH	-- librairies de chaînes	9,8%	8,9%	9,5%	-0,3	8,3%	9,8%	10,1%	+1,9
5-D2-LGE	-- librairies générales	17,4%	17,9%	17,9%	+0,5	41,2%	42,1%	40,2%	-1,0
5-D3-LS	-- librairies spécialisées	11,3%	11,2%	12,0%	+0,7	6,5%	5,6%	5,9%	-0,5
dont 5-D31-LSJ	--- dont librairies jeunesse	0,6%	0,9%	0,7%	+0,0	3,1%	2,3%	2,2%	-0,8
dont 5-D32-LSBD	--- dont librairies BD	0,0%	0,0%	0,0%	-0,0	0,9%	0,8%	0,8%	-0,1
dont 5-D33-LSU	--- dont librairies scol.-univ.	9,6%	9,4%	10,5%	+0,8	0,4%	0,2%	0,5%	+0,1
dont 5-D34-LSX	--- dont autres spécialisées	1,0%	0,9%	0,9%	-0,1	2,1%	2,3%	2,4%	+0,3
5-D4-LP	-- librairies papeteries presse	1,1%	0,9%	0,5%	-0,6	5,3%	4,9%	4,1%	-1,3
s/total	toutes librairies sauf TGL	39,5%	39,0%	39,9%	-0,1	61,2%	62,4%	60,3%	-0,9
6-GSS	gdes surf. spécialisées	0,1%	0,1%	0,0%	-0,1	2,6%	3,3%	3,0%	+0,4
7-GSA	gdes surf. alimentaires	0,0%	0,0%	0,0%	+0,0	0,1%	0,1%	0,1%	-0,1
9-X	autres	0,6%	0,5%	0,5%	-0,1	0,2%	0,1%	0,1%	-0,1
TOTAL		100%	100%	100%		100%	100%	100%	
base M EUR PPHT		19,0	20,6	20,6		5,4	5,7	5,8	

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

* NB. Pour les BU et la catégorie Autres, les parts de marchés ont été recalculées hors Fournisseurs spécialisés de livres étrangers afin de neutraliser l'effet de la prise en compte des livres étrangers (sans déclaration rétrospective) à partir de 2007.

La part des « autres librairies » (hors TGL) reste globalement stable, mais masque une légère progression des librairies universitaires (+0,8 point de pdm) au détriment des librairies-papeterie-presse (-0,6 point de pdm, correspondant à un volume de vente divisé par 2, en recul de -47 %).

- On retrouve le **même type d'évolution**, un peu moins marqué, dans la catégorie composite « **Autres** » des Autres bibliothèques, dont on a vu qu'elle comprend à la fois des bibliothèques du tiers-réseau et des bibliothèques de recherche, avec un transfert de près de 8 points de part de marché des grossistes & fournisseurs spécialisés aux très grandes librairies. On note également une progression sensible des « autres librairies » (+2,0), et notamment des librairies de chaînes (+2,8, sans doute en partie du fait de sa composante tiers-réseau) et des librairies spécialisées (+1,3), au détriment des librairies générales (-1,6) et des librairies-papeteries-presse (-0,6, avec un volume d'affaires en recul de -39 %).

- Enfin, les **bibliothèques de comité d'entreprise** affichent une évolution atypique, avec une **progression de plus de 5 points des grandes surfaces spécialisées** (+49 % du volume d'affaires), alors même qu'elles détenaient déjà en 2005 la part de marché la plus élevée de tous les autres types de bibliothèques. Cette forte progression s'effectue principalement au détriment des librairies générales (-3,6 points de pdm) et de la catégorie des « autres fournisseurs », avec une forte baisse de l'approvisionnement auprès des clubs, mais aussi une baisse significative des achats de livres équipés.

Tabl. 6c – Répartition par type de fournisseurs selon le type de bibliothèques – Autres bibliothèques : BCE et Autres – 2005-2007

% EUR PPHT		AUTRES BIBL. : BCE			évol°	AUTRES BIBL. : Autres *			évol°
		2005	2006	2007	pdm	2005	2006	2007	pdm *
0-ED	éditeurs	1,1%	0,3%	0,4%	-0,7	3,0%	3,2%	2,5%	-0,5
2-G	grossistes & fourn. spécialisés	5,8%	4,8%	6,9%	+1,1	16,7%	12,6%	9,0%	-7,7
4-ETR	fourn. de livres étrangers *	0,0%	0,0%	0,0%	+0,0	-	-	-	-
5-L	librairies dont :	73,0%	70,9%	69,3%	-3,7	62,9%	65,8%	71,5%	+8,6
D11-TGL	-- très grandes librairies (TGL)	4,9%	3,6%	4,1%	-0,9	13,3%	15,9%	19,9%	+6,6
D12-LCH	-- librairies de chaînes	6,6%	5,6%	7,2%	+0,6	9,4%	12,5%	12,2%	+2,8
D2-LGE	-- librairies générales	56,1%	55,9%	52,4%	-3,6	22,7%	20,6%	21,3%	-1,5
D3-LS	-- librairies spécialisées	3,4%	3,3%	3,3%	-0,1	16,0%	15,1%	17,2%	+1,3
dont D31-LSJ	--- dont librairies jeunesse	0,4%	0,5%	0,5%	+0,1	0,7%	1,1%	0,7%	-0,0
dont D32-LSBD	--- dont librairies BD	2,3%	1,8%	2,1%	-0,1	1,1%	0,9%	0,8%	-0,3
dont D33-LSU	--- dont librairies scol.-univ.	0,3%	0,3%	0,3%	+0,1	9,5%	7,7%	10,0%	+0,5
dont D34-LSX	--- dont autres spécialisées	0,5%	0,6%	0,4%	-0,1	4,7%	5,4%	5,7%	+1,0
D4-LP	-- librairies papeteries presse	2,0%	2,6%	2,3%	+0,2	1,5%	1,8%	0,9%	-0,6
s/total	toutes librairies sauf TGL	68,1%	67,3%	65,2%	-2,9	49,6%	50,0%	51,6%	+2,0
6-GSS	gdes surf. spécialisées	11,9%	17,8%	17,3%	+5,4	5,2%	6,3%	5,7%	+0,5
7-GSA	gdes surf. alimentaires	0,1%	0,1%	0,0%	-0,1	0,1%	0,1%	0,1%	-0,0
9-X	autres	8,1%	6,2%	6,0%	-2,0	12,1%	11,9%	11,3%	-0,9
TOTAL		100%	100%	100%		100%	100%	100%	
base M EUR PPHT		2,6	2,8	2,7		4,2	4,3	4,2	

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

* NB. Pour les BU et la catégorie Autres, les parts de marchés ont été recalculées hors Fournisseurs spécialisés de livres étrangers afin de neutraliser l'effet de la prise en compte des livres étrangers (sans déclaration rétrospective) à partir de 2007.

les BU, acteurs majeurs de la progression des très grandes librairies

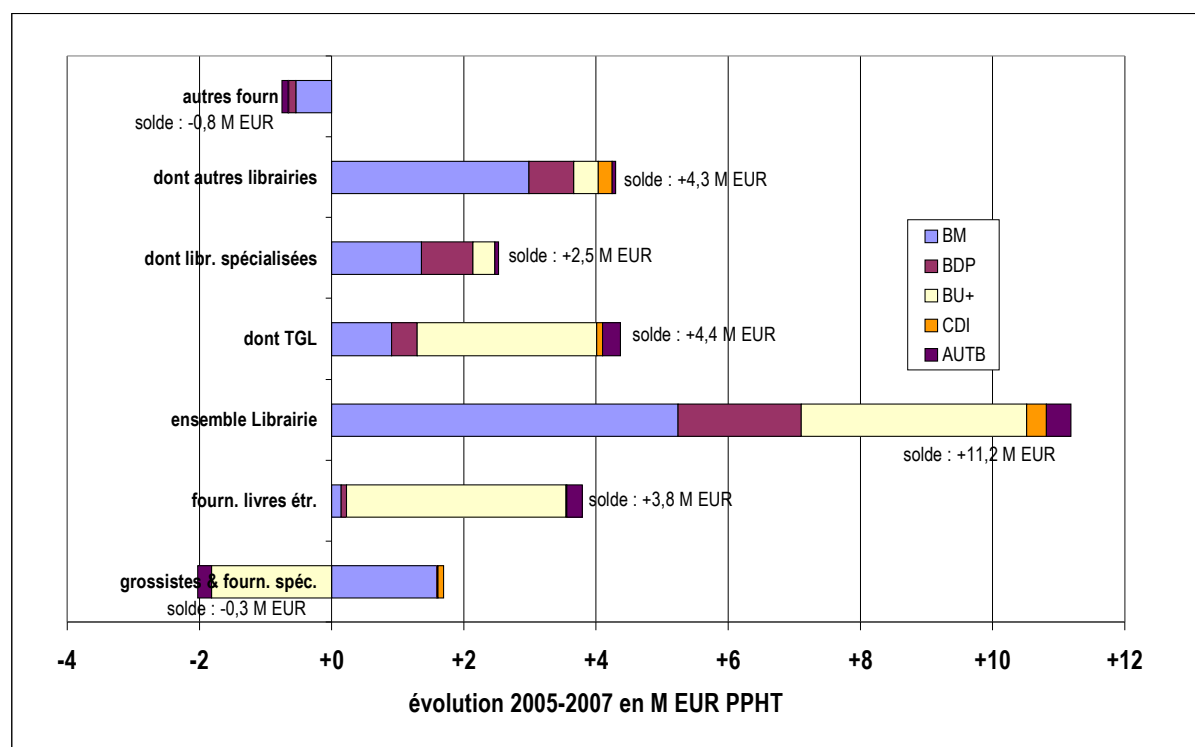
Il ressort donc de la comparaison des évolutions des modalités d'approvisionnement en livres des différents types de bibliothèques que les **bibliothèques de l'enseignement supérieur**, et plus largement, les bibliothèques de recherche, ont été les principaux acteurs des mouvements qui s'observent entre 2005 et 2007, et notamment de la **recomposition** qui semble s'opérer **au sein de l'ensemble Librairie**.

Ce phénomène est très lisible sur le **graphique 7**, qui représente la contribution des principaux types de bibliothèques à l'évolution des montants déclarés entre 2005 et 2007 par les différents canaux d'approvisionnement.

On observe en particulier que, alors qu'elle ne représentent que 21 % du total des achats déclarés, les BU expliquent à elles seules plus de 60 % de la progression des très grandes librairies. Elles expliquent bien sûr la presque totalité du supplément de chiffre d'affaires des fournisseurs de livres étrangers (88 %), mais aussi l'essentiel des pertes de marchés enregistrées par les grossistes et fournisseurs spécialisés, ainsi que, évolution non représentée sur le graphique, 35 % de la baisse de volume du réseau des librairies-papeterie-presse.

Enfin, on note également qu'elles n'ont pas contribué à hauteur de leur poids sur le marché dans la progression des « autres librairies », dont elles n'expliquent que 9 % de la hausse. Leur contribution à celle des librairies spécialisées (13 %) est à peine plus élevée.

Graph. 7 – Contribution des réseaux de bibliothèques à la variation du montant déclaré entre 2005 et 2007



source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

1.2.d. Une indication brute du poids des rabais à 9 % ?

N'étant pas nécessaire au calcul du droit de prêt, qui s'effectue sur la base du prix public des ouvrages achetés pour les bibliothèques, le rabais accordé par les fournisseurs ne fait pas partie des informations recueillies par la Sofia.

En tant que telles, les données de la Sofia ne permettent donc pas de mesurer précisément si, comme on l'entend souvent, le plafonnement des rabais à 9 % institué par la loi de 2003 a ou non entraîné un alignement quasi systématique des fournisseurs sur ce taux maximal autorisé, ni, si ce n'est pas le cas, quel est le rabais effectif accordé par les fournisseurs aux bibliothèques de prêt.

L'un des éléments recueillis par Sofia permet cependant d'avoir une première indication, certes très imparfaite et qu'il convient de considérer à ce stade avec circonspection dans l'attente d'analyses plus approfondies.

Si Sofia ne recueille en effet pas le montant net facturé (après rabais) des ouvrages vendus, mais seulement leur montant en prix public sur lequel sera appliqué le taux de 6 % correspondant au droit de prêt, elle recueille cependant, à de simples fins d'identification, le montant net de la facture incluant les ouvrages vendus.

Dès lors, en rapprochant, facture par facture, ce montant net du montant « livre » PPHT, on peut isoler les factures pour lesquelles le montant net correspond à un rabais de 9 % sur le montant « livre » PPHT. Selon toute probabilité, il s'agira donc d'une facture ne comportant que des livres, vendus avec le rabais maximum autorisé.

En revanche, ce rapprochement ne permet pas de conclure lorsque le ratio montant net/montant PPHT est supérieur à 0,91 : il peut en effet s'agir d'une vente de livres avec un rabais inférieur à 9 %, mais aussi d'une vente de livres avec un rabais de 9 % figurant sur la même facture que d'autres produits, ce qui semble arriver de façon relativement fréquente.

Le rapprochement de ces deux champs permettrait donc de produire **une estimation-plancher** de la proportion de factures ne comportant que des livres, vendus avec 9 % de rabais.

En 2005, cette proportion s'établit à 69 %. Mais elle chute d'une dizaine de points en 2006 et 2007 en raison d'une chute brutale dans deux, et seulement deux catégories de fournisseurs, chute dont la raison n'a pas été élucidée à ce stade.

S'il convient, on le répète, de prendre ce chiffre avec prudence, notamment parce que, comme l'indique la Sofia, le montant net des factures n'est utilisé qu'à des fins d'identification et n'est pas contrôlé (contrairement aux montants PPHT), on considérera cependant qu'en l'absence de mesure récente plus précise, il constitue un élément d'indication de la part des ventes réalisées avec un rabais de 9 %.

En 2005, cette proportion aurait donc été d'**au moins 69 %**. Il est possible que la proportion exacte soit bien supérieure, mais elle a cependant moins de chance de l'être que si l'estimation-plancher ressortant des données avait été de 85 % ou 90 %.

1.3. Les fournisseurs : indicateurs démographiques et de concentration

1.3.a. Nombre de fournisseurs

Les données cumulées sur la période août 2003 à mai 2010 font apparaître un total de **plus de 1600 fournisseurs**, dont **1350 librairies** (83 % du total), ayant vendu au moins un livre destiné à une bibliothèque de prêt. Bien qu'il arrive très loin derrière, le deuxième groupe le plus important, avec 120 déclarants, est celui des grandes surfaces spécialisées (7 % du total), le troisième groupe étant celui des éditeurs (74 déclarants, 5 % du total), qui compte surtout des structures d'édition publique, des éditeurs de livres en gros caractères et de petits éditeurs régionaux.

Sans entrer tout de suite dans les questions de concentration, qui sont abordées plus loin dans ce rapport (*voir 1.3.c.*), on note immédiatement que, hormis la prépondérance des librairies, la ventilation des effectifs par type de fournisseurs est très différente de celle des montants déclarés : les éditeurs et les GSS, deuxièmes groupes les plus importants en termes d'effectifs (12 % à eux deux) ne représentent que 3 % des montants déclarés. À l'inverse, les grossistes et fournisseurs spécialisés représentent moins de 2 % des effectifs (1,8 %), mais plus de 20 % des montants déclarés, et les très grandes librairies, moins de 1 % des effectifs (0,6 %) et près de 15 % des montants déclarés. Le **graphique 9**, qui représente le montant moyen déclaré en 2007 par un fournisseur de chaque catégorie de la nomenclature, illustre ces écarts et la **différence de taille** sur le marché de la fourniture de livres aux bibliothèques **entre les entreprises des différents groupes** : de 1,8 M € en moyenne pour une « très grande librairie » à 8 000 € pour une grande surface alimentaire, soit **une échelle de 1 à 220**.

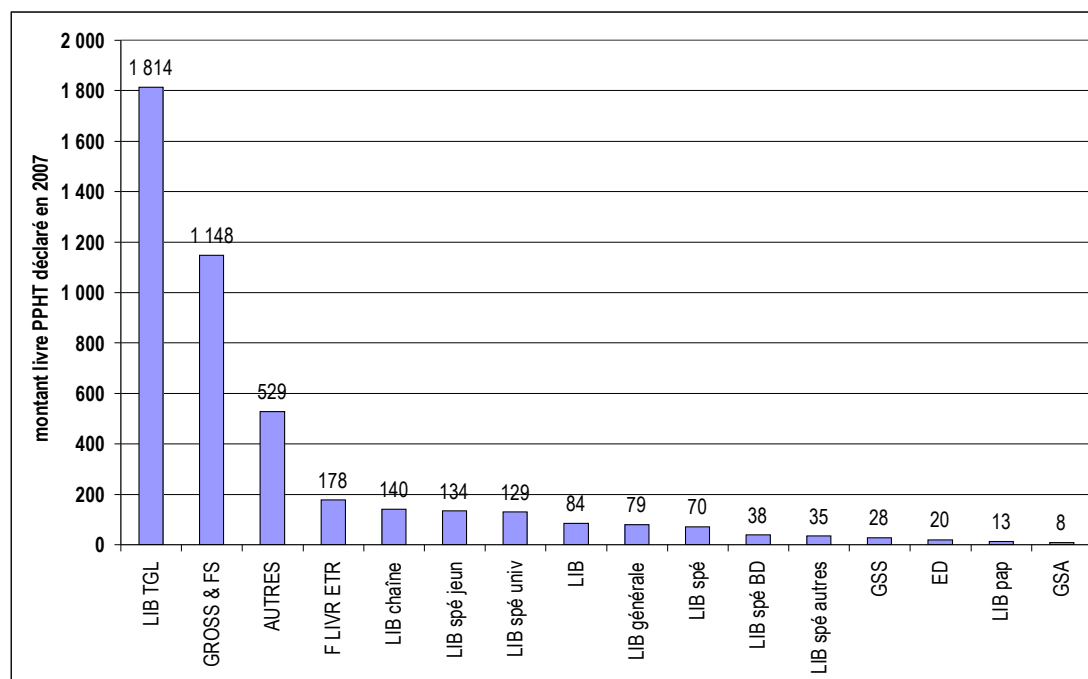
Tabl. 8 – Nombre de fournisseurs – cumul 2003-2010 et évolution sur la période « stabilisée » 2005-2007

nb de fournisseurs		cumul 2003p - 2010p*		cumul	période "stabilisée"			EVOL°	
		nb	%		2005	2006	2007	nb	%
0-ED	éditeurs	74	5%	68	58	54	46	-12	-21%
2-G	grossistes & fourn. spécialisés	30	2%	28	23	25	21	-2	-9%
4-ETR	fourn. de livres étrangers	24	1%	24	16	16	23	+7	ns
5-L	librairies dont :	1 351	83%	1 263	1 089	1 051	922	-166	-15%
5-D11-TGL	- très grandes librairies	10	1%	9	9	9	9	+0	+0%
5-D12-LCH	- librairies de chaînes	79	5%	69	60	66	60	+0	+0%
5-D2-LGE	- librairies générales	614	38%	588	509	498	455	-54	-11%
5-D3-LS	- librairies spécialisées	294	18%	265	223	224	204	-19	-9%
dont 5-D31-LSJ	--- dont librairies jeunesse	66	4%	58	55	55	50	-5	-9%
dont 5-D32-LSBD	--- dont librairies BD	111	7%	103	78	77	73	-5	-6%
dont 5-D33-LSU	--- dont librairies scol.-univ.	25	2%	25	23	25	22	-1	-4%
dont 5-D34-LSX	--- dont autres spécialisées	92	6%	79	67	67	59	-8	-12%
5-D4-LP	- librairies papeteries presse	354	22%	332	288	254	195	-93	-32%
6-GSS	gdes surf. spécialisées	119	7%	114	96	95	88	-8	-8%
7-GSA	gdes surf. alimentaires	15	1%	14	10	12	10	+0	+0%
9-X	autres (fourn. livres équipés, clubs, e-commerce, autres)	16	1%	16	15	14	9	-6	-40%
TOTAL		1 629	100%	1 527	1 307	1 267	1 119	-187	-14%

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

* cumul sur l'ensemble de la période (du 01/08/2003 au 31/05/2010, années 2003 et 2010 partielles)

NB. Données 2006 et 2007 non comparables en raison de la prise en compte des ventes de livres étrangers en 2007 uniquement.

Graph. 9 – Montant livre PPHT moyen déclaré par type de fournisseurs – en 2007

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

une réduction sensible du nombre de fournisseurs entre 2005 et 2007

Le deuxième élément qui ressort du **tableau 8** est la réduction sensible du nombre de fournisseurs qui intervient entre 2005 et 2007 : d'un peu plus de 1300 fournisseurs à 1119, soit **une baisse de 14 % des effectifs**.

Sans surprise, compte tenu de leur poids dans l'effectif total, cette diminution se concentre sur les librairies (89 % de la baisse), mais plus particulièrement sur les **librairies-papeterie presse**, qui perdent 32 % de leurs effectifs et **expliquent à elles seules 50 % de la baisse**, et les **librairies générales**, dont les effectifs baissent un peu moins que la moyenne (11 % contre 14 %), mais qui, compte tenu de leur prépondérance, expliquent 29 % de la baisse.

Si une partie de cette baisse pourrait provenir d'une baisse du taux de déclaration des petits fournisseurs non ou peu informatisés (assez représentés dans ces deux catégories) à la suite d'une modification par Sofia de la procédure de déclaration ¹⁷, elle coïncide également avec le **début de la période de passation de la deuxième génération de marchés publics pluri-annuels** passés après la loi de 2003 ¹⁸.

¹⁷ Pour les factures émises jusqu'au 31 décembre 2005, le fournisseur déclarant en ligne avait le choix entre une déclaration détaillée par EDI utilisant des modules développés par les fournisseurs de logiciels de gestion pour librairies (déclaration détaillée des titres et des quantités) et une procédure dite « simplifiée », qui permettait de déclarer les montants facturés sans donner le détail des titres – la déclaration simplifiée sur papier étant également possible pour les entreprises réalisant moins de 10 000 € de ventes par an (600 livres environ). Pour les factures émises depuis le 1^{er} janvier 2006, la déclaration en ligne doit être détaillée, la déclaration simplifiée sur papier demeurant possible sous le seuil de 10 000 € par an.

¹⁸ La durée des marchés pluriannuels étant généralement de 3 ou 4 ans, les premiers marchés de 3 ans passés dès l'entrée en vigueur de la loi ont été renouvelés en août 2006 – les marchés de 4 ans passés à la toute fin de la période de transition ayant été renouvelés en août 2008.

Or, comme l'analyse l'étude qualitative dans la 2^e partie de ce rapport, cette deuxième génération de marchés s'est traduite, à la suite de la réforme du Code des marchés publics (CMP) de 2004, par **d'importantes difficultés d'accès aux marchés pour les petits fournisseurs locaux**, en raison notamment :

- de la forte limitation des marchés sans formalités préalables, dont le seuil est passé de 90 000 € à 4 000 € ;
- et, dans le contexte d'incertitude lié à l'évolution de la jurisprudence et aux réformes successives du CMP, du recours croissant des collectivités à des procédures très formalisées avec publicité sur des supports nationaux.

Cette baisse importante des effectifs des petits fournisseurs, qui s'observe dès 2006 et s'accroît en 2007, est cohérente à la fois :

- avec la progression puis la poussée des très grandes librairies qui s'observe à partir de 2006 ;
- et avec les observations de l'étude qualitative, qui relève plusieurs cas de grands opérateurs venant candidater sur de très petits marchés publics.

On observe par ailleurs que c'est dans les réseaux de bibliothèques utilisant des **procédures de marchés publics que les librairies-papeterie-presse perdent du chiffre d'affaires** (-11 % en moyenne entre 2005 et 2007 : -5 % en BM, -12 % en BDP, -47 % en BU, -18 % en CDI), alors qu'elles en gagnent dans les réseaux de bibliothèques privées (+9 % en moyenne : +15 % dans les bibliothèques de comité d'entreprise, +2 % dans le réseau des Bibliothèques pour tous).

Même si, pour les raisons d'évolution du mode de collecte précédemment mentionnées, la baisse des effectifs des petits fournisseurs qui ressort des données Sofia n'en constituent peut-être pas la mesure exacte, il semble donc cependant que **les évolutions du Code des marchés aient clairement contribué à la concentration du marché de la fourniture de livres aux bibliothèques**.

1.3.b. Indicateurs de permanence/renouvellement (tableau entrées/sorties)

Le **tableau 10** permet d'affiner l'analyse des évolutions intervenues entre 2005 et 2007 en retraçant les flux des « entrants » et des « sortants » dans chaque catégorie de fournisseurs.

La diminution du nombre total de fournisseurs entre 2005 et 2006 (40 déclarants, soit -3 %) est assez limitée, et résulte d'un solde défavorable entre les 163 entrants (12 % des effectifs de 2005) et les 203 sortants (15 % des effectifs).

Mais, déjà, les librairies-papeterie-presse concentrent l'essentiel de la baisse (solde négatif de -38 librairies, soit 95 % du solde total), avec un taux d'entrants du même ordre que la moyenne (38 entrants, 13 % des effectifs LPP de 2005), mais une proportion de sortants beaucoup plus élevée (-72 librairies, 25 % des effectifs), soit un solde négatif de 12 % des effectifs.

Le recul s'accroît en 2007, où elles perdent 23 % de leur effectif (59 librairies sur 254), en raison d'un taux de sortie élevé (-27 %, soit 68 librairies) et un taux d'entrants particulièrement bas (+3,5 %, soit 9 librairies).

Tabl. 10 – Nombre de fournisseurs – tableau entrées-sorties - période « stabilisée » 2005-2007

entrants et sortants		2005	- S	+ E	2006	- S	+ E	2007	2005/2007	
			-sortants	+entrants		-sortants	+entrants		évolution	
0-ED	éditeurs	58	-11	+7	54	-14	+6	46	-12	-21%
2-G	grossistes & fourn. spécialisés	23	-2	+4	25	-5	+1	21	-2	-9%
4-ETR	fourn. de livres étrangers	16	-1	+1	16	+0	+7	23	+7	ns
5-L	librairies dont :	1 089	-168	+130	1 051	-186	+57	922	-167	-15%
5-D11-TGL	- très grandes librairies	9	+0	+0	9	+0	+0	9	+0	+0%
5-D12-LCH	- librairies de chaînes	60	-1	+7	66	-8	+2	60	+0	+0%
5-D2-LGE	- librairies générales	509	-67	+56	498	-72	+29	455	-54	-11%
5-D3-LS	- librairies spécialisées	223	-28	+29	224	-38	+17	203	-20	-9%
	dont 5-D31-LSJ --- dont librairies jeunesse	55	-3	+3	55	-6	+1	50	-5	-9%
	dont 5-D32-LSBD --- dont librairies BD	78	-16	+15	77	-17	+12	72	-6	-8%
	dont 5-D33-LSU --- dont librairies scol.-univ.	23	+0	+2	25	-3	+0	22	-1	-4%
	dont 5-D34-LSX --- dont autres spécialisées	67	-9	+9	67	-12	+4	59	-8	-12%
5-D4-LP	- librairies papeteries presse	288	-72	+38	254	-68	+9	195	-93	-32%
6-GSS	- gdes surf. spécialisées	96	-17	+16	95	-11	+4	88	-8	-8%
7-GSA	- gdes surf. alimentaires	10	-2	+4	12	-2	+0	10	+0	+0%
9-X	- autres (fourn. livres équipés, clubs, e-commerce, autres)	15	-2	+1	14	-5	+0	9	-6	-40%
TOTAL		1 307	-203	+163	1 267	-223	+75	1 119	-188	-14%

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

1.3.c. Indicateurs de concentration

Si, de façon mécanique, la réduction du nombre de fournisseurs fait monter le poids des 3, 10, 50 et 100 premiers déclarants dans le nombre total de fournisseurs, on aurait tendance à déduire du **tableau 11a** que le degré de concentration des ventes est relativement stable sur la période : le poids du top 3 dans le montant déclaré comme celui du top 10 baissent d'un point entre 2005 et 2007, et celui du top 50 et du top 100 n'augmente également que d'un point.

Tabl. 11a – Indicateurs de concentration – le poids des tops (top 3 au top 100) - période « stabilisée » 2005-2007

	% nb de fournisseurs			% du montant PPHT		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
les 3 premiers fournisseurs	0,2%	0,2%	0,3%	28%	27%	27%
les 10 premiers fournisseurs	0,8%	0,8%	0,9%	39%	38%	38%
les 50 premiers fournisseurs	3,8%	3,9%	4,5%	59%	59%	60%
les 100 premiers fournisseurs	7,7%	7,9%	8,9%	71%	71%	72%

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

L'analyse de la répartition des fournisseurs selon le montant déclaré (*tableau 11b*) montre qu'il n'en est rien : si le poids des très gros fournisseurs varie peu, **celui des « gros déclarants » (de 500 k€ à 3 M €) est en augmentation sensible**, de 22 % des montants déclarés en 2005 à 27 % en 2007. Le tableau 11c montre que cette augmentation est liée à une hausse sensible des effectifs de ce groupe, qui passent de 24 déclarants en 2005 à 32 en 2007.

À l'inverse, le poids des petits déclarants est en recul : de 9,5 % à 7,9 % pour la tranche 10 k€ à 50 k€ (1,6 point) et de 2,1 % à 1,3 % pour celle des moins de 10 k€ par an (-0,8 point), ce qui traduit pour l'essentiel la baisse marquée des effectifs des librairies-papeterie-presse.

Le marché de la fourniture de livres aux bibliothèques s'est donc effectivement **concentré de façon accélérée entre 2006 et 2007**.

Tabl. 11b – Indicateurs de concentration – répartition des fournisseurs selon le montant déclaré – en % des effectifs et du montant déclaré - période « stabilisée » 2005-2007

montant livre PPHT déclaré par an	% nb fournisseurs			% montant PPHT		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
3.000 k€ et plus	0,2%	0,2%	0,3%	28%	27%	27%
de 1.000 k€ à 3.000 k€	0,5%	0,6%	0,8%	10%	11%	13%
de 500 k€ à 1.000 k€	1,4%	1,6%	2,1%	12%	13%	14%
de 250 k€ à 500 k€	3,2%	3,7%	4,2%	14%	15%	14%
de 100 k€ à 250 k€	8,1%	8,7%	10,6%	17%	16%	16%
de 50 k€ à 100 k€	7,7%	8,6%	9,5%	7%	7%	7%
de 10 k€ à 50 k€	30,7%	29,4%	32,7%	9%	9%	8%
moins de 10 k€	48,2%	47,2%	39,9%	2,1%	1,8%	1,3%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100%	100%	100%
s/total 500 k€ à 3.000 k€	1,9%	2,2%	2,9%	22%	24%	27%

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

Tabl. 11c – Indicateurs de concentration – répartition des fournisseurs selon le montant déclaré – en nombre de fournisseurs - période « stabilisée » 2005-2007

montant livre PPHT déclaré par an	nb fournisseurs			évol° 2005/2007	
	2005	2006	2007	nb	%
3.000 k€ et plus	3	3	3	+0	+0%
de 1.000 k€ à 3.000 k€	6	7	9	+3	+50%
de 500 k€ à 1.000 k€	18	20	23	+5	+28%
de 250 k€ à 500 k€	42	47	47	+5	+12%
de 100 k€ à 250 k€	106	110	119	+13	+12%
de 50 k€ à 100 k€	101	109	106	+5	+5%
de 10 k€ à 50 k€	401	373	366	-35	-9%
moins de 10 k€	629	598	446	-183	-29%
TOTAL	1 306	1 267	1 119	-187	-14%
s/total 500 k€ à 3.000 k€	24	27	32	+8	+33%

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

1.4. Indicateurs de proximité entre fournisseurs et acheteurs

1.4.a. Proximité des zones d'implantation

Les **tableaux 12a** et, pour les librairies, **12b** indiquent la ventilation du chiffre d'affaires déclaré selon une note attribuée en fonction du degré de proximité du fournisseur et de la bibliothèque cliente, qui va de 10 dans le cas où le fournisseur et l'acheteur sont situés dans la même commune à 1 pour les fournisseurs implantés à l'étranger.

Cette ventilation montre que, sur la période « stabilisée » 2005-2007 :

- 32 % des flux se font à l'intérieur de la même commune ;
- 59 % à l'intérieur du même département ;
- et 76 % à l'intérieur d'une même région.

La note de proximité moyenne sur l'ensemble de la période est de 7,9, qui correspond à la situation « départements limitrophes d'une même région ».

Au niveau agrégé de la nomenclature, les grandes surfaces alimentaires obtiennent la note de proximité la plus élevée (9,1), devant l'ensemble Librairie (8,8) et les GSS (8,3), les notes les plus faibles concernant les fournisseurs spécialisés de livres étrangers (3,7, une note clairement sous-évaluée en raison de la prise en compte des livres étrangers uniquement en 2007) et les « Autres fournisseurs » (4,3) ; les éditeurs et les grossistes et fournisseurs spécialisés se situent dans une position intermédiaire, avec respectivement 5,4 et 6,4.

Tabl. 12a – Indicateurs de proximité fournisseurs/acheteurs – note de proximité selon la zone d'implantation – en % du cumul des montants déclarés 2005-2007

% cumul montants PPHT déclarés 2005-2007	note proxi	TOTAL	0-ED Edit.	2-G Gross. & FS	4-ETR FLivr. étr.	5-L Libr.	6-GSS GSS	7-GSA GSA	9-X Autres
F/A dans la même commune	10	32%	11%	4%	3%	44%	28%	24%	1%
F/A dans communes différentes mais même département	9	27%	3%	8%	8%	35%	43%	66%	1%
F/A dans dépts limitrophes d'une même région	8	12%	6%	33%	1%	7%	11%	10%	1%
F/A dans dépts limitrophes de 2 régions limitrophes	7	1%	1%	0%	0%	1%	1%	-	3%
F/A dans dépts non limitrophes d'une même région	6	5%	7%	14%	19%	2%	2%	-	0%
F/A dans dépts non limitrophes de 2 régions limitrophes	5	5%	14%	11%	2%	2%	1%	-	15%
F/A dans dépts non limitrophes de 2 régions non limitrophes	4	17%	57%	29%	24%	7%	14%	0%	80%
F à l'étranger *	1	1%	1%	0%	43%	0%	0%	-	1%
TOTAL		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
s/t même commune ou même département		59%	15%	13%	11%	79%	70%	90%	2%
s/t même région		76%	27%	60%	31%	89%	83%	100%	2%
note moyenne de proximité		7,9	5,4	6,4	3,7	8,8	8,3	9,1	4,3

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

Lecture du tableau : 11% du CA déclaré par les éditeurs concerne des ventes de livres pour des bibliothèques implantées dans la même commune que l'éditeur ; la note de proximité moyenne de la catégorie Éditeurs est de 5,4 sur 10.

Le **niveau détaillé** de la nomenclature des librairies modifie quelque peu ce classement, puisque, à l'exception des TGL (6,9), des librairies scolaires et universitaires (8,6) et des librairies jeunesse (8,8), **toutes les autres catégories de librairies obtiennent une note plus élevée que les GSA** : les librairies-papeterie-presse, qui arrivent en tête avec une note de 9,6, puis les librairies générales et les « autres librairies spécialisées » (9,4), les librairies spécialisées BD (9,3) et les librairies de chaînes (9,2).

On notera que la note de proximité des TGL est légèrement supérieure, mais assez proche, de celle grossistes et fournisseurs spécialisés (6,9 contre 6,4).

Tabl. 12b – Indicateurs de proximité fournisseurs/acheteurs – note de proximité selon la zone d'implantation : détail
Librairie – en % du cumul des montants déclarés 2005-2007

% cumul montants PPHT déclarés 2005-2007	note proxi	5-L Libr.	5-D11- TGL	5-D12- LCH Libr. chaîn.	5-D2- LGE Libr. gén.	5-D3-LS Libr. spé	dont 5- D31-LSJ Libr. spé jeun.	dont 5- D32- LSBD Libr. spé BD	dont 5- D33- LSU Libr. spé scol	dont 5- D34- LSX Autres libr. spé	5-D4-LP Libr. .pap.- pres.
F/A la même commune	10	44%	17%	53%	51%	46%	35%	45%	61%	64%	68%
F/A communes diff. mais même département	9	35%	22%	33%	42%	33%	42%	43%	6%	25%	29%
F/A dépts limitrophes d'une même région	8	7%	13%	5%	5%	8%	9%	6%	10%	7%	2%
F/A dépts limitrophes de 2 régions limitrophes	7	1%	1%	2%	1%	3%	5%	4%	0%	0%	0%
F/A dépts non limitrophes d'une même région	6	2%	6%	2%	0%	4%	3%	0%	13%	1%	1%
F/A dépts non limitrophes de 2 régions limitr.	5	2%	8%	2%	0%	2%	3%	0%	1%	1%	0%
F/A dépts non limitr. de 2 régions non limitr.	4	7%	32%	2%	1%	3%	3%	0%	8%	2%	0%
F à l'étranger *	1	0%	1%	-	0%	0%	-	-	2%	-	0%
TOTAL		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
s/t même commune ou même dépt		79%	39%	86%	93%	79%	78%	89%	67%	89%	96%
s/t même région		89%	58%	94%	98%	92%	89%	95%	90%	98%	99%
note moyenne de proximité		8,8	6,9	9,2	9,4	8,9	8,8	9,3	8,6	9,4	9,6

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

Lecture du tableau : 17% du CA déclaré par les très grandes librairies concerne des ventes de livres pour des bibliothèques implantées dans la même commune que la très grande librairie ; la note de proximité moyenne de la catégorie TGL est de 6,9 sur 10.

Entre 2005 et 2007, la note de proximité de l'ensemble des déclarations diminue très faiblement (de 8,0 à 7,9). Ce très léger recul traduit :

- le recul de la note des fournisseurs de livres étrangers qui passe de 6,4 à 3,7 sous l'effet de la prise en compte des livres étrangers à partir de 2007 ;
- un recul, de l'ordre d'un demi-point, de celle des TGL (de 7,1 à 6,7) et de 0,3 point de celle des librairies jeunesse (de 8,9 à 8,6) et des GSS (de 8,5 à 8,2) ;
- très partiellement compensés par une augmentation assez nette, mais non significative compte tenu de leur nombre très réduit (25), de celle des librairies scolaires et universitaires (de 8,6 à 9,2 : +0,6 point).

1.4.b. Proximité kilométrique

Autre indicateur pour mesurer la proximité des fournisseurs et des acheteurs : un indicateur kilométrique mis au point par les équipes informatiques de la Sofia pour compléter le précédent, sous la forme d'une distance moyenne brute et d'une distance pondérée.

La moyenne brute est calculée sans tenir compte du flux de vente existant entre le fournisseur et l'acheteur, à la différence de la moyenne pondérée, qui traduit d'une autre façon les éléments présentés dans les tableaux 12a et 12b de l'indicateur zone d'implantation.

On observe qu'alors que la distance en moyenne brute est extrêmement stable ¹⁹, la distance en moyenne pondérée, après avoir légèrement diminué en 2006, a augmenté sensiblement en 2007 pour s'établir en moyenne à 91 km.

Cette hausse traduit, là encore – mais en partie seulement ²⁰ – la prise en compte des achats de livres étrangers, mais également la **poussée des très grandes librairies**, dont la distance pondérée moyenne passe de 153 km à 183 km, traduisant leur implantation sur des marchés plus éloignés, ainsi que la hausse de certains types de librairies spécialisées (jeunesse, autres).

Tabl. 13 – Indicateurs de proximité fournisseurs/acheteurs – proximité kilométrique – 2005-2007

distance moyenne en km fournisseur/bibliothèques clientes (hors DOM TOM et étranger)		brute			pondérée CA		
		2005	2006	2007	2005	2006	2007
0-ED	éditeurs	307	308	309	274	279	295
2-G	grossistes & fourn. spécialisés	224	228	225	138	130	141
4-ETR	fourn. de livres étrangers *	106	112	130	91	71	214
5-L	librairies dont :	52	48	47	44	48	54
5-D11-TGL	- très grandes librairies	117	119	122	153	174	183
5-D12-LCH	- librairies de chaînes	64	67	70	24	24	24
5-D2-LGE	- librairies générales	36	29	28	18	15	14
5-D3-LS	- librairies spécialisées	59	49	45	28	30	36
dont 5-D31-LSJ	--- dont librairies jeunesse	26	25	26	33	29	43
dont 5-D32-LSBD	--- dont librairies BD	21	21	19	15	16	15
dont 5-D33-LSU	--- dont librairies scol.-univ.	224	198	195	41	53	51
dont 5-D34-LSX	--- dont autres spécialisées	47	50	43	11	20	22
5-D4-LP	- librairies papeteries presse	14	12	10	11	6	5
6-GSS	- gdes surf. spécialisées	25	82	84	72	70	75
7-GSA	- gdes surf. alimentaires	12	18	11	12	14	10
9-X	- autres (fourn. livres équipés, clubs, e-commerce, autres)	342	346	347	344	348	342
TOTAL		138	136	138	87	84	91

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, données Sofia au 31/05/2010

* Données 2006 et 2007 non comparables en raison de la prise en compte des ventes de livres étrangers en 2007 uniquement.

¹⁹ À l'exception peut-être de la baisse de la distance moyenne entre bibliothèques et librairies-papeterie, qui traduit la baisse des effectifs de ce type de points de vente, ainsi que de la hausse de la distance brute des GSS entre 2005 et 2006.

²⁰ L'indicateur de distance kilométrique a été calculé hors fournisseurs de livres implantés à l'étranger. La hausse de la distance qui s'observe entre 2006 et 2007 traduit la prise en compte des ventes de livres étrangers par les seuls fournisseurs spécialisés établis en France.

On observe également que le recul des effectifs des librairies générales, et surtout des librairies-papeterie-presse, coïncident également avec une baisse de la distance pondérée moyenne avec les bibliothèques, qui traduit **un rétrécissement significatif de leur zone de chalandise**.

(Très brève) conclusion et perspectives

S'il en présente les principaux résultats, ce rapport n'épuise pas toutes les informations que cette première exploitation des données Sofia aurait permis de produire. On s'efforcera, dans la mesure du possible, de les compléter dans l'annexe 7 de cette étude, qui sera mise en ligne d'ici la fin de l'année, et qui visera non seulement à présenter de façon plus approfondie quelques points simplement évoqués par ce rapport, mais aussi à mieux préparer la reconduite de cette exploitation, dont l'évidence semble s'imposer tant **la pertinence et la qualité de cette source**, mise à disposition par des équipes aussi efficaces que sympathiques, ont déjà permis d'accomplir **un grand saut dans la connaissance de l'organisation des marchés** de la fourniture de livres aux bibliothèques.

On ajoutera, avec quelque malice, que le léger déport du calendrier initial, très volontariste, de l'étude aura au moins eu cette vertu de permettre de travailler sur une période de données stabilisées, ou en voie de l'être, suffisamment longue pour pouvoir esquisser avec plus de fermeté la description et l'analyse des évolutions à l'œuvre depuis 2005.

La prochaine exploitation, qui devrait idéalement être réalisée à partir de données extraites à la fin de l'été 2011, de façon à accroître de deux ans la période d'analyse, confirmera si la tendance à la recomposition de ce marché qui ressort de cette exploitation s'est ou non prolongée ou accentuée au cours de ces deux années.